

# Reconstruction de la mémoire de la dictature par les jeunes militants syndicaux et « pobladores » au Chili

---

Francisca Gutiérrez  
Nicolás Angelcos  
(Doctorants à l'EHESS)

## Résumé/Abstract

[FR] Le coup d'État de 1973 a marqué une véritable rupture dans toutes les sphères de la vie sociale au Chili. Afin d'éviter les conflits, les autorités ont voulu imposer aux nouvelles générations l'indifférence par rapport à cet événement, en soulignant plutôt les possibilités que leur offre le présent. Pourtant, sous certaines conditions, les jeunes parviennent à se confronter à ce « régime de mémoire héritée ». S'intéressant aux syndicats et organisations de « pobladores », cet article veut analyser la manière dont l'engagement dans l'action collective amène les nouveaux militants à réinterpréter le passé collectif et, dans le même mouvement, à transformer leur rapport à la politique. Comme nous le montrerons, les conclusions de ce processus ne sont fondées sur aucune téléologie définie à l'avance.

**Mots-clés :** « pobladores », syndicat, mouvement social, politisation, mémoire collective, action collective

[En] The coup in 1973 breaks social life in Chile. To avoid conflict, a voluntary indifference to the event has gradually taken hold of new generations. However, some processes lead young people to confront this « inherited memory » encouraging the emergence of alternative memories. This is the case of young trade unionists and « pobladores » we studied. We will show how their engagement in collective action triggers a process of collective past remembering and transform their relationship to politics. The conclusions of this process cannot be defined a priori.

**Keywords:** « pobladores », trade-unions, social movement, politicization, collective memory, collective action

## Introduction

Le coup d'État en 1973 a marqué une véritable rupture dans l'histoire du Chili. À l'époque l'État impose par la force un nouveau modèle de développement inspiré des principes du néolibéralisme. Le « succès » d'une telle stratégie est indéniable. En presque une vingtaine d'années, la dictature réussit à dépolitiser la société civile et à légitimer le nouveau état des choses, à tel point que le retour à la démocratie en

1990 n'apporte pas de changements cruciaux (Moulian 2002). La capacité de mobilisation sociale ne se réveille qu'à la fin de la décennie.

L'apparente « paix sociale » qui prédomine jusqu'aux années 2000 s'accompagne, selon les experts, du gel des conflits autour de la mémoire collective de la dictature (Stern 1998 ; Salazar et Pinto 1999 ; Moulian 2002). En effet, la légitimité du nouvel ordre dépend de la capacité des « vaincus » et des « vainqueurs » à minimiser les querelles sur la portée et la valeur de la violence qui caractérisaient le régime précédent. Violence qui avait d'ailleurs été créée par le régime lui-même. L'obéissance repose sur la capacité des Chiliens à donner un sens aux expériences de leur passé d'une façon inoffensive, sans haine et sans trop d'attachements émotionnels.

Ainsi, une « indifférence » s'empare progressivement d'une partie de la population. Le coup d'État du 11 septembre ainsi que les années du régime militaire représentent des sujets dangereux, à éviter. La meilleure solution est alors d'éviter de se souvenir ou plutôt de se souvenir sans attachement particulier à l'époque. Autrement dit, la production des « affections » -qui peuplent la subjectivité des plus jeunes- ne renvoie pas à un cadre normatif (Butler, 2010) défini par le conflit des décennies précédentes.

Par ailleurs, les gardiens de la « mémoire vive », ceux pour qui la dictature constitue toujours une source d'identité ou de sens pour l'action (positif ou négatif), tendent à renoncer à toute tentative de convaincre les autres (Stern 1998).

Néanmoins, la mémoire est un processus de construction permanente qui peut donc connaître des transformations importantes (Ricoeur 2003). Les deux régimes de mémoire sur la dictature chilienne – l'indifférence et la mémoire vive – impliquent un exercice permanent de la part des individus. Ils doivent faire face à des situations, à des personnes ou à des objets qui mettent la dictature au premier plan et les obligent à reconstruire alors leurs interprétations du passé. Ce processus peut consolider le « régime de mémoire hérité » (ex. à l'issue du processus, celui qui était indifférent reste indifférent), ou entraîner un changement plus radical : le passage à un autre type de régime de mémoire.

Au Chili, on a souvent étudié les effets des initiatives politiques, comme les rapports sur la torture ou la création d'un musée de la mémoire, dans la construction de la mémoire collective sur la dictature. Nous proposons dans cet article une autre approche, plutôt focalisée sur les conséquences de l'action collective dans ce processus. Nous analyserons deux cas paradigmatiques : celui de jeunes militants d'une organisation de « pobladores »<sup>1</sup> et celui de quelques syndicats d'entreprises basées à

---

<sup>1</sup> Depuis 2009, Nicolas Angelcos a travaillé avec des organisations de « pobladores » dans le cadre de son travail de doctorat. De 2010 à 2011 il a fait trente-cinq entretiens individuels, deux entretiens de groupe et vingt-sept observations participantes (réunions de comité de logement, commémoration des événements passés, etc.). Bien que des « pobladores » plus âgés aient aussi été interrogés, il se concentre dans cet article sur les personnes qui ont entre 23 et 33 ans environ.

Santiago du Chili<sup>2</sup>. En tant que représentants d'une génération née sous la dictature, ces militants ne gardent pas souvent une mémoire très vive de cette période et refusent généralement la politique institutionnelle. Néanmoins, ils s'engagent dans des organisations identifiées à la lutte des années 1980 contre la dictature. Cette expérience déclenche alors chez eux un processus de réinterprétation du passé, de l'histoire de leur organisation, du pays et d'eux-mêmes. Ce processus n'entraîne pourtant pas forcément les mêmes conséquences sur le régime de mémoire d'un cas à l'autre.

Comment se développe ce processus de remémoration ? Quelles sont les expériences à l'intérieur de l'engagement militant qui conditionnent un résultat plutôt qu'un autre ? Quels effets a le changement du régime de mémoire sur la politisation de ces jeunes ? C'est à ces questions que nous tenterons d'apporter ici des éléments de réponse.

## **1. Récupération réussie ou récupération ratée ? La confrontation des jeunes syndicalistes à la mémoire de la dictature**

### **1.1. Quelques repères historiques**

Le coup d'État de 1973 marque le renversement brutal du processus d'intégration que les organisations ouvrières avaient adopté pendant « l'Unidad Popular » en 1970 (Angell 1972 ; Garcés et Milos 1988). Les syndicats sont interdits, la Central Única de Trabajadores (CUT) dissoute et les dirigeants les plus actifs tués ou emprisonnés. En 1979, le régime militaire redonne aux salariés le droit de s'organiser. Mais un ensemble de réformes, connu sous le nom de « Plan Laboral », avait établi un cadre de règles entièrement différentes : l'État doit se limiter à un rôle subsidiaire et les conflits ne doivent aucunement dépasser le lieu de travail. Dans la pratique, cela conduit à une réduction radicale du pouvoir des syndicats face au patronat. Malgré tout, les militants s'organisent et jouent un rôle fondamental dans le retour à la démocratie (Ulloa 2003 ; Frías Fernández 2008).

La fin de la dictature en 1990 n'est pas accompagnée des réformes attendues. En effet, les avancées en matière de droit du travail et surtout en matière de droits syndicaux sont limitées. Le code du travail conserve largement l'esprit du « Plan Laboral » (Rojas Miño 2006 ; Mizala et Romaguera 2001). Par ailleurs, le système de production et la mentalité des travailleurs ont énormément changé et, avec elles, la

---

<sup>2</sup> Francisca Gutiérrez a recueilli les récits de vie d'une trentaine de responsables de différentes structures syndicales, en 2009-2010, dans le cadre de sa thèse de doctorat. Les analyses présentées ici portent sur onze militants de cet échantillon, qui ont moins de 42 ans.

place des syndicats. À partir de 1992, la syndicalisation diminue progressivement dans le secteur privé. Ce n'est qu'à partir de 1999 que cette baisse s'arrête (Dirección del Trabajo 2010). Mais cette récupération partielle de la syndicalisation masque un grand changement au sein du monde syndical. La CUT a cessé d'être le référent privilégié (Frías Fernández 2008) et d'autres approches du syndicalisme ont gagné du terrain (Espinosa 1996). Les nouvelles générations se montrent de moins en moins intéressées par le syndicalisme incarné par la CUT : un syndicalisme identifié largement aux luttes politiques qui ont eu lieu avant et après le coup d'État (Gutiérrez Crocco 2011).

Nous nous demandons alors comment cette évolution du syndicalisme chilien influence le processus de construction de la mémoire de la dictature par les jeunes syndicalistes.

### 1.2. L'atteinte à l'indifférence héritée

Les jeunes syndicalistes sont généralement issus d'un milieu social peu organisé et rarement politisé. Ce phénomène est devenu la norme après la dictature militaire. La répression subie par les quartiers politisés et les politiques de logement entreprises par les gouvernements de la Concertación, ont eu tendance à déchirer le tissu social qui caractérisait auparavant les secteurs populaires (Ducci 1997). Ils n'avaient pas intégré de partis politiques par le passé et ils ne montrent alors que rarement une « socialisation politique ». La dictature militaire n'a ainsi joué qu'un rôle secondaire dans la construction de leur identité.

Au vu de ce passé, les jeunes syndicalistes ne semblaient pas destinés à s'engager sur le plan syndical. Les raisons qui les mènent au militantisme sont donc très concrètes, et leurs sources se trouvent dans les incidents ou réformes qui ont changé leurs conditions de travail de façon significative. Pourtant, ils connaissent très bien le caractère politique du type d'organisation auquel ils adhèrent. Même si la CUT leur semble étrangère à leur monde, ces jeunes syndicalistes savent qu'elle a joué un rôle dans les événements politiques qui ont marqué le pays par le passé. En effet, comme nous l'avons observé, pour la plupart d'entre-eux, ce rôle primordial de la CUT a justement retardé leur engagement.

L'indifférence à la politique et à la dictature n'a pas été un obstacle à l'engagement de ces jeunes. Néanmoins, la connotation politique des discours et des pratiques des acteurs intervenant, d'une manière ou d'une autre, dans l'activité de ces nouveaux syndicalistes (les responsables syndicaux plus âgés liés à la CUT, les employeurs qui associent le syndicalisme au communisme, etc.), les obligent à prendre une position plus claire sur l'histoire politique chilienne. Le régime de mémoire héritée est ainsi mis en question.

Ce processus ne conduit pourtant pas aux mêmes résultats. Nous avons compté trois groupes de jeunes militants différenciés par le régime de mémoire résultant de

leur rencontre avec le monde syndical. Ils incarnent aussi trois rapports à la politique et trois modèles de syndicalisme. Comme nous le montrerons, ces différences répondent surtout aux parcours de socialisation syndicale de ces jeunes après qu'ils ont assumé une responsabilité syndicale.

### 1.3. Le souvenir raté : l'affirmation de l'indifférence

Pour une partie des jeunes interrogés, l'engagement auprès d'un syndicat vient confirmer le besoin de ne pas parler des événements politiques du passé. Le souvenir risque d'engager le syndicat dans des activités qui s'éloignent de l'intérêt des travailleurs, et le transformer, à l'image de la CUT, en un « syndicat politique ». Ces jeunes essaient de s'écarter de ce type de syndicalisme considéré comme inefficace et attribuent à leur activité un caractère « social ».

Cette position ne s'affirme que dans le temps et se trouve favorisée par des situations particulières. En effet, lorsque ces jeunes assument une responsabilité syndicale, ils ignorent totalement comment se conduire. C'est pourquoi ils essaient de contacter la CUT. Le manque d'intérêt des fonctionnaires qu'ils rencontrent ou les réponses insatisfaisantes apportées à leurs demandes leur font abandonner ces tentatives et chercher du soutien ailleurs. La Direction du travail, l'organisme public chargé de veiller au respect du droit du travail, devient l'une des sources d'information principale. Les jeunes cherchent également du soutien au sein de leur propre entreprise : auprès du département des ressources humaines, auprès des collègues ou des amis, etc. Au fur et à mesure que ces jeunes exploitent ces réseaux, l'indifférence aux événements politiques marquants dans l'histoire du syndicalisme chilien s'impose et le modèle du « syndicalisme social » s'affirme. Après tout, le souvenir de la dictature ne peut que créer des conflits vis-à-vis de leurs nouveaux alliés.

### 1.4. Le souvenir non idéologique

L'engagement syndical déclenche souvent chez le nouveau militant le besoin de combler les vides dans son histoire personnelle et familiale. Au moment de son engagement, Alejandro, le président d'un syndicat de banque récemment formé, a ainsi pris connaissance de l'engagement syndical de son père dans les années 1970 et du harcèlement subi par sa famille à la suite du coup d'État. Ces découvertes n'ont pourtant pas changé radicalement sa posture face à la politique institutionnelle. Il a continué à ne pas s'identifier à la droite ou à la gauche.

La distance vis-à-vis de la politique de jeunes comme Alejandro n'est pas mise en question par la construction d'une mémoire plus vive de l'histoire politique récente. Ils développent ainsi un syndicalisme fondé sur le principe selon lequel on ne gagne pas grand-chose à revenir sans cesse sur les événements du passé, il faut être plus

« pragmatique » et « rationnel » afin d'obtenir quelque chose des employeurs. Tout rapport à la politique n'est pas cependant écarté. La cible de la critique et du mécontentement de ces jeunes est la politique institutionnelle.

Comme dans le premier cas, les jeunes qui vivent ce type de processus n'ont pas eu de réponse satisfaisante de la CUT lorsqu'ils l'ont sollicitée. Pourtant, ils croient posséder une certaine idée de la gestion d'un syndicat du fait de leur participation à des associations humanitaires ou à des associations de quartier par le passé. C'est pourquoi ils se fient largement à leur propre capacité et essaient de s'organiser de façon autodidacte. Ainsi, ils exploitent les outils donnés par la Direction du travail et tentent de reprendre des études professionnelles dans des disciplines qu'ils considèrent favorables à la gestion syndicale. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils essaient toujours de maintenir une certaine autonomie par rapport à leurs employeurs. Ce type de parcours évite alors une politisation plus classique de ces jeunes syndicalistes.

### **1.5. Le souvenir comme un pont pour la politisation**

Les jeunes du dernier groupe que nous avons distingué éprouvent, au cours de leur engagement syndical, une transformation considérable du régime de mémoire héritée de la dictature. Auparavant indifférents à cette période de l'histoire, ils en viennent à se construire une mémoire vive de ces événements qui, à la différence du cas précédent, transforme leur relation à la politique. Ces jeunes finissent par faire le lien entre les problèmes concrets qu'ils rencontrent au niveau de l'entreprise et les rapports sociaux plus généraux attribués plus ou moins directement à l'effet de la dictature. Ils tendent ainsi à s'approcher du modèle de syndicalisme plus politique qui entend porter la « lutte syndicale » autant dans l'espace public que sur le lieu de travail.

Même s'ils ne sont pas issus d'un milieu politisé et n'ont pas adhéré à des partis politiques pendant leur jeunesse, à la différence des autres groupes, ces syndicalistes ont souvent construit des relations informelles avec des gens appartenant à ce monde-là : un ami de la famille, un ami du lycée, etc. Ces contacts jouent un rôle fondamental dans leur apprentissage lorsqu'ils assument une responsabilité syndicale. Par ailleurs, ils leur permettent de s'intégrer rapidement aux réseaux de syndicalistes plus proches de la CUT, ce qui renforce encore plus la remémoration de la dictature et la politisation de ce souvenir.

En résumé, nous pouvons dire que les stratégies des jeunes pour assurer leurs responsabilités en tant que dirigeants syndicaux, conditionnent largement la reformulation de la mémoire héritée de la dictature et leur rapport à la politique. Ces militants prennent leurs décisions sur la base de motivations individuelles mais aussi et surtout, selon les opportunités que leur offrent les réseaux sociaux dont ils font usage avant et après l'engagement syndical. Dans ce sens-là, la CUT peut être pointée

comme l'une des principales responsables de la diversité des modèles de syndicalisme existants aujourd'hui : elle n'intervient que peu dans la formation des nouvelles recrues, ce qui oblige les militants à solliciter l'aide d'autres agents et institutions.

## **2. Le mouvement des « pobladores<sup>3</sup> ». La reconstruction du politique comme condition possible de mémoire.**

### **2.1. Le double rapport entre le mouvement des « pobladores » et la dictature**

Selon l'historien chilien Mario Garcés (2002), le mouvement des « pobladores » se manifeste dans l'espace public lors des grèves organisées par les locataires des « conventillos »<sup>4</sup> dans les années 1919 et 1925. Cependant, on remarque qu'il prend une importance politique et sociale régulière à partir des années 1950, particulièrement l'année 1957. Cette année-là les « pobladores » du « Zanjón de la Aguada » réalisent une massive appropriation de terrains connue de nos jours sous le nom de « la Población La Victoria ».

Le mouvement s'accélère avec l'apparition de processus migratoires : les habitants des campagnes se déplacent vers les villes dans les années 1950. Le mouvement prend de l'ampleur aussi du fait que le développement industriel ne parvient pas à intégrer ces « pobladores » dans le monde du travail. Il en résulte un vaste secteur marginalisé qui ne trouve pas d'espace pour se loger dans la ville. C'est de cette réalité que découle la revendication historique du mouvement, à savoir une résidence urbaine définitive.

Avant la dictature militaire, le mouvement des « pobladores » était étroitement lié à la politique menée par les partis politiques, notamment le parti communiste et le parti démocrate-chrétien. En fait, il y avait deux alternatives politiques au mouvement des « pobladores » : la « promoción popular » développée pendant le gouvernement démocrate-chrétien du président Eduardo Frei Montalva (1964-1970) et la « revolución democrática » initiée sous le gouvernement du président Salvador Allende (1970-1973). Le radicalisme politique devient une alternative au mouvement seulement à la fin des années 1970 sous l'orientation du Mouvement de gauche révolutionnaire (MIR).

---

<sup>3</sup> Les « Pobladores » représentent les habitants des faubourgs chiliens.

<sup>4</sup> Les « conventillos » étaient des logements collectifs installés dans une maison originellement unifamiliale, généralement dans un mauvais état.

La politique populaire, conçue comme une alliance entre la politique institutionnelle et le mouvement des « pobladores », a eu comme résultat la création de la plupart des « poblaciones » de la ville de Santiago. C'est pour cette raison qu'au Chili, on peut distinguer encore aujourd'hui les « poblaciones » dites historiques, construites avant la dictature, des nouvelles « poblaciones » construites soit pendant la dictature, soit pendant la démocratie.

La dictature militaire a freiné la mobilisation populaire, très dynamique dans les années 1970. Cependant, le repli populaire n'a pas signifié une disparition de la politique. Au contraire, le mouvement des « pobladores » a su se réorganiser malgré la forte répression subie et, avec le monde syndicaliste, a constitué un des facteurs fondamentaux de la chute de la dictature. Ainsi la sociologie s'intéresse-t-elle au mouvement et au rôle qu'il pourrait jouer dans la reconstruction démocratique (Baño 1985 ; Campero 1987 ; Dubet, Tironi, Espinoza, & Valenzuela 1989 ; FLACSO 1987).

Ainsi, nous parlons d'un double rapport entre le mouvement et la dictature. D'un côté, la dictature a engendré une déstructuration de la politique populaire, telle qu'elle était conçue jusqu'en 1973. D'un autre côté, pendant la dictature, le mouvement se restructure, avec une faible participation des partisans, et incorpore des nouveaux acteurs, à savoir l'Église catholique, les femmes et le « Frente Patriótico Manuel Rodríguez », branche armée du Parti communiste.

## **2.2. La dépolitisation des « poblaciones » représentant un éloignement de la politique institutionnelle.**

De nos jours le mouvement des « pobladores » se manifeste rarement dans l'espace public<sup>5</sup>. La nature même de la transition politique vers la démocratie entreprise en 1989 semble être l'un des facteurs les plus déterminants, dans la mesure où le système politique et le système économique restent définis par la Charte constitutionnelle rédigée pendant la dictature, en 1980. Cela a impliqué, en quelques mots, la subordination des politiques sociales au pouvoir impersonnel du marché. Un autre facteur, souligné par François Dubet (Dubet et al., 1989), était le caractère contradictoire de l'action politique elle-même, qui s'articulait seulement autour de l'opposition de la dictature.

Outre l'explication ici proposée, il existe une idée très répandue au Chili selon laquelle les jeunes sont indifférents à la vie politique, et cela même dans les milieux populaires. (Aranda & Cuevas 2008 ; Baño 1995 ; Madrid 2005 ; Ruz 2008 ; Toro

---

<sup>5</sup> Cette situation commence à changer depuis l'année 2005 où on observe plusieurs essais de « Tomas ».



2008). L'indicateur privilégié illustrant cette hypothèse est le faible taux d'inscription des jeunes sur les listes électorales<sup>6</sup>.

Nous avons pourtant orienté notre recherche vers les processus de politisation existants chez les jeunes « pobladores ». Cette recherche nous a permis de constater l'existence de plusieurs organisations populaires, différenciées par leur degré de politisation, de participation et d'incidence sur la politique institutionnelle.

Nous avons ainsi préféré (Angelcos 2011 a ; 2010 b ; 2010 a ; 2011 b) parler plutôt d'éloignement de la politique institutionnelle que de dépolitisation, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un manque d'intérêt mais surtout de l'absence d'une alternative institutionnelle à l'organisation populaire.

### **2.3. La double influence de la mémoire sur l'organisation populaire**

Dans le cas de notre enquête, nous avons pu identifier les deux régimes typiques de mémoire héritée de la dictature à l'intérieur des « poblaciones » : les jeunes porteurs d'une mémoire vive de la période et ceux qui, même s'ils en ont une certaine idée, montrent plutôt une indifférence face au conflit mené.

Dans le premier cas, à partir des entretiens réalisés, nous distinguons deux sources privilégiées de transmission des souvenirs vers les plus jeunes, à savoir la mémoire familiale (l'expérience vécue des parents durant la période) et la mémoire de la « población » (notamment à partir de son origine et son rapport avec la résistance). Ces deux types de transmission de la mémoire se cristallisent dans une appropriation concrète du territoire par les nouvelles générations.

Bien que la situation sociale actuelle soit différente, ces « poblaciones » dites historiques s'efforcent de maintenir et cultiver une tradition politique d'organisation populaire. Il est courant d'observer des graffitis peints sur les murs de ces « poblaciones » qui rappellent l'histoire combative de la gauche chilienne et les martyrs de la résistance contre la dictature. Ainsi pouvons-nous dire que la mémoire construite autour de la dictature représente un facteur encore important dans la composition de l'identité des jeunes générations. Cependant, l'image d'une politique populaire traditionnelle, sans vraie continuité actuelle, demeure dans l'imaginaire collectif des jeunes « pobladores ». Même si la mémoire a une incidence sur l'organisation réelle des jeunes, le domaine politique se place quand même sur un plan « idéal », dans la mesure où il ne signifie pas un engagement concret et régulier dans une activité politique.

---

<sup>6</sup> Selon l'enquête menée par l'Institut National de la Jeunesse ( Instituto Nacional de la Juventud, 2010), 78,7% du total de la population jeune ne sont pas inscrits sur les listes électorales.

La permanence, dans la politique institutionnelle, de cet imaginaire des jeunes dits politisés, est représentée par le Parti Communiste. Le Parti Communiste dans son projet actuel, au moins dans son discours public, revendique une identification au projet politique de l'Unité populaire (1970-1973). Cependant, la capacité du parti à interpeller l'ensemble de la population, même la population jeune, reste faible (6% des votes environ). Pour cette raison nous pouvons affirmer que, même si la mémoire de la dictature favorise l'existence d'organisations politiques, leur projet politique reste très ancré dans le cadre du projet socialiste du début des années 1970.

Aux antipodes de cette identification idéaliste au passé, nous avons rencontré des cas où l'engagement dans ces organisations ne met pas vraiment en question l'indifférence de ces jeunes par rapport à la dictature. Dans ces cas, la subjectivité populaire cherche généralement à échapper aux déterminations de l'histoire politique récente du pays. L'individualisation que les jeunes font de leurs trajectoires sociales constitue une critique des orientations traditionnelles de la communauté. Les jeunes « pobladores » se définissent moins par leur histoire passée que par l'avenir qu'ils peuvent construire. Les contraintes qui caractérisent la situation sociale des « poblaciones » leur semblent un héritage du passé qu'ils veulent dépasser.

Ces jeunes s'identifient à des modèles qui proposent une nouvelle conception de la politique, plus centrée sur les problématiques locales que sur les problèmes d'ordre national. Le passé est interprété comme un espace de division sociale et de conflit qui les empêche de se projeter dans les changements actuels. La politique traditionnelle de gauche leur semble éloignée de leur vécu présent et notamment éloignée de l'organisation sociale au niveau local, représentant une réponse aux besoins quotidiens.

Les jeunes « pobladores » préfèrent une organisation motivée par des demandes concrètes à une possible articulation politique avec d'autres secteurs sociaux. Nous pouvons ainsi poser l'hypothèse selon laquelle ce choix pragmatique d'organisation trouve son explication dans l'identification du politique à la polarisation sociale qui est derrière la dictature. Les conflits, dans ce sens, sont toujours dangereux.

Nous parlons ainsi d'une double influence de la mémoire et du processus de politisation. Dans le premier cas, l'engagement militant amplifie la mémoire de la dictature et favorise une organisation populaire. C'est le cas des jeunes élevés notamment dans les « poblaciones » dites historiques. Dans le second cas, l'indifférence envers la période demeure, et une certaine négation pragmatique de la politique en tant qu'obstacle à la réalisation des projets individuels.

#### **2.4. La reconstruction du politique comme condition possible de mémoire**

La plupart des organisations de « pobladores » actuellement au Chili émergent à partir d'une situation d'habitat précaire. La « Federación Nacional de Pobladores »

créée en 2010 après la catastrophe provoquée par le tremblement de terre qui a frappé le centre-sud du pays regroupe ainsi des organisations de « deudores habitacionales »<sup>7</sup>, de locataires, de sinistrés par le tremblement de terre et de « sans-logis ». Le mot « poblador » comporte ainsi une force davantage identitaire que sociologique.

En ce sens, l'action collective développée actuellement par les « pobladores » peut être mise en relation avec le mouvement des années soixante et soixante-dix, même si la caractérisation démographique n'est plus la même (il ne s'agit plus de migrants paysans). Cependant, le contexte social et politique a beaucoup changé : premièrement, aucun parti politique ne revendique les demandes des « pobladores » (le Parti communiste compris), il existe donc un déficit de représentation politique important<sup>8</sup>. Deuxièmement, même si l'État dirige une politique du logement, la dérégulation du prix des terrains entraîne une marginalisation spatiale de la pauvreté. Enfin, l'action des « pobladores » organisés s'inscrit dans un contexte social presque totalement dépolitisé où les manquements de la démocratie et de l'économie néolibérale leur semblent insurmontables<sup>9</sup>.

Nous pouvons aujourd'hui retrouver la base sociale de la politique des « pobladores » dans les comités organisés pour l'obtention d'une résidence définitive. Dans la mesure où la réussite de l'organisation dépend souvent de la volonté de l'État, les comités entament logiquement une relation avec la politique institutionnelle, soit en entretenant des rapports clientélistes avec quelques politiciens, soit au moyen d'une revendication plus autonome et contestataire.

Dans le deuxième cas, l'organisation des comités cherche le dépassement de la demande instrumentale pour le logement pour tendre vers la construction d'un projet politique issu des intérêts des secteurs populaires. Cependant, malgré cet objectif initial, la plupart des gens qui s'inscrivent dans ce type de comités n'en perçoivent pas l'arrière-plan politique. Ainsi voulons-nous souligner que nous ne considérons pas l'inscription d'un besoin individuel dans une revendication collective comme une manifestation nécessairement politique. En effet, plusieurs « pobladores » interrogés déclarent avoir parcouru des chemins alternatifs pour l'obtention de logement, où l'assistance individuelle trouve une place importante. De plus, une partie importante des inscrits quitte rapidement le comité lorsqu'elle découvre le projet politique revendiqué.

---

<sup>7</sup> Il s'agit de personnes qui ont acheté un logement social mais qui n'ont pas pu payer le crédit et les charges associées.

<sup>8</sup> Cette année (2012) différentes organisations de « pobladores » ont réussi à légaliser un Parti politique autonome – le Parti IGUALDAD – où la demande pour un logement digne est centrale.

<sup>9</sup> Dans les réunions de formation du Parti IGUALDAD nous avons fait face à plusieurs occasions à ce sentiment, présent dans le discours des « pobladores ».

Cependant, les « pobladores » qui restent dans le comité (soit en raison de la forte précarité qui les caractérise, soit parce qu'ils se sentent interpellés par le discours de l'organisation) commencent à être exposés à la politique institutionnelle. Qu'il s'agisse des signifiantes politiques octroyés par les dirigeants, de manifestations organisées pour revendiquer de terrains vagues, de rendez-vous avec des politiciens, les « pobladores » sont de plus en plus affectés (Butler 2010) par la politique. Ils abandonnent peu à peu leur indifférence par rapport à la production du social et développent un rapport critique avec les cadres d'interprétation liés à leurs sentiments. Ainsi, les sentiments d'humiliation, de honte, de peur, de mépris, d'invisibilité habituellement associés à leur situation précaire, deviennent-ils des sentiments d'injustice mobilisés contre la politique et les politiciens. Quelques valeurs paradigmatiques du monde populaire adoptent alors une signification politique. Nous avons repéré dans nos entretiens la mise en valeur de la lutte, du sacrifice pour les autres, de l'engagement au sein du collectif, de l'effort, de la solidarité, de l'esprit communautaire comme des signifiants utilisés pour construire la critique sociale.

De cette façon, la subjectivation politique développée à l'intérieur des comités comporte une forte articulation entre la subjectivation individuelle et la construction de la demande collective. Autrement dit, la construction de la demande pour un logement digne peut dépasser la dimension instrumentale à la condition d'une inscription des biographies individuelles dans un univers politique commun.

Cette signification ou reconstruction du politique dans l'action des « pobladores » nie la dimension idéalisée ainsi que la dimension pragmatique de l'organisation populaire. Cette double négation rend justement la mémoire possible.

La mémoire prend alors la forme d'une revendication dans les conflits sociaux. Ceux-ci deviennent la clef pour comprendre le monde social ou le monde intime. Aujourd'hui le mouvement des « pobladores » peut être compris comme une double continuité, à savoir une prolongation de la lutte populaire menée contre la dictature pendant les années quatre-vingt, et une revendication historique du droit à un logement digne. Ces deux éléments n'interviennent dans la subjectivité des Chiliens qu'au moment où ils impliquent une mobilisation de la biographie individuelle dans la production collective de significations sociales.

Actuellement la politisation des « pobladores » s'articule autour d'une subjectivation individuelle, marquée par la « re-signification » de la biographie individuelle comme un produit du conflit social, et d'une subjectivation collective, où la construction de la demande doit nécessairement dépasser la dimension instrumentale, afin de pouvoir interpeller la subjectivité individuelle. Dans cette articulation, la mémoire de la dictature peut devenir un facteur de politisation à la fois individuelle et collective. « Les discussions autour du conflit de la mémoire, dans la société chilienne, ne représentent pas des discussions orientées seulement vers la vérité et la justice par rapport à la violation des droits de l'homme, mais aussi par rapport à

l'ordre social et notamment par rapport aux projets de transformation de l'ordre social » (Garcés & Leiva 2005 : 25).

## Conclusion

Victime de la dépolitisation générale de la société chilienne après les années de dictature, les nouvelles générations ont grandi dans une ambiance où les souvenirs de la période 1970-1990 ont été largement refoulés. Nous avons cependant voulu montrer que la participation à des organisations plus ou moins associées à la lutte politique pendant cette période, permet aux jeunes de revenir sur ce passé. Les résultats de ce processus, la place et le sens attribués finalement à la dictature, sont cependant largement disparates. Le seul militantisme au sein de ces organisations n'assure pas la transformation radicale du régime de mémoire héritée.

Par ailleurs, nous avons voulu montrer que cette expérience de remémoration marque profondément l'identité des individus mais aussi et plus fondamentalement leur relation à la politique. La construction de la mémoire de la dictature a donc des effets sur le type d'organisation collective que ces jeunes développent.

En ce qui concerne les syndicats, nous avons essayé de montrer comment les stratégies des jeunes militants pour surmonter leur manque de socialisation syndicale préalable, conditionnent la mémoire de ces jeunes sur la dictature. L'insertion rapide dans des réseaux de syndicalistes proches de la CUT favorise le développement d'un syndicalisme plus politisé ou lié aux partis politiques, tandis que l'isolement facilite plutôt un syndicalisme « apolitique » ou opposé à toute intervention dans la sphère de la politique institutionnelle.

Dans le cas des « pobladores », l'expérience subie pendant la dictature provoque un rapprochement entre la politisation et la polarisation sociale, c'est-à-dire entre la politique et la rupture sociale (Wieviorka 2005). La socialisation au sein des « poblaciones » est fondamentale dans ce processus. Comme nous l'avons montré, les « poblaciones » dites historiques mettent en œuvre une mémoire idéalisée et hégémonique qui déclenche une politisation des subjectivités sans chercher nécessairement une incidence sur la politique institutionnelle. Dans les nouvelles « poblaciones », la mémoire est une signification de l'Histoire à construire et la mémoire dépend fortement de la politisation individuelle et collective du mouvement, c'est-à-dire de la re-signification de la demande instrumentale dans des termes politiques.

L'analyse de ces deux expériences de mobilisation suggère ainsi que la mémoire de la dictature est un enjeu fondamental au sein de la politique chilienne actuelle. Les mouvements sociaux, pour se politiser effectivement, doivent donc être capables de construire une interprétation du passé capable d'interpeller la subjectivité des jeunes. Ils doivent aussi générer des dispositifs de socialisation capables de transmettre ces représentations aux nouvelles recrues sans négliger leur subjectivité.

## Bibliographie

- Angelcos, N. (2011a). Elementos para una crítica de la despolitización en Chile. *Observatorio de Juventud* (29), 69-84.
- Angelcos, N. (2011b). La politización de las poblaciones. In Movimiento de pobladores en lucha, 7 y 4. *El retorno de los pobladores. Lucha por la vivienda, autogestión habitacional y poder popular en Santiago de Chile*, (p. 149-151). Santiago du Chili: Quimantú.
- Angelcos, N. (2010a). La estructuración de la subjetividad popular y el problema de la política. *Revista de psicología*, 19 (2), 55-78.
- Angelcos, N. (2010b). *L'éloignement des 'pobladores' de la politique au Chili*. Sarrebruck: EUE.
- Angell, A. (1972). *Politics and the Labour Movement in Chile*. 1<sup>er</sup>éd. Oxford: Oxford University Press.
- Aranda, C. & Cuevas, J.-C. (2008). Tercera persona plural : la juventud invisible. *Observatorio de juventud*, 5 (18), 53- 63.
- Baño, R. (1995). El nuevo carácter del apoliticismo. *Serie estudios políticos* (33), 5-28.
- Baño, R. (1985). *Lo social y lo político*. Santiago du Chili: FLACSO.
- Butler, J. (2010). *Marcos de guerra. Vidas lloradas*. Madrid : Paidós.
- Campero, G. (1987). *Entre la sobrevivencia y la acción política. Las organizaciones de pobladores en Santiago*. Santiago du Chili: ILET.
- Dirección del Trabajo, Gobierno de Chile. (2010). *Compendio estadístico*. Consulté juin 14, 2011, (<http://www.dt.gob.cl/1601/w3-channel.html>).
- Dubet, F., Tironi, E., Espinoza, V., & Valenzuela, E. (1989). *Pobladores. Luites sociales et démocratie au Chili*. Paris: L'Harmattan.
- Ducci, María E. (1997). Chile : el lado oscuro de una política de vivienda exitosa. *Revista EURE*, 23 (69).
- Espinosa, M. (1996). *Sindicalismo en la empresa moderna : Ni ocaso, ni crisis terminal*. Santiago du Chili : Dirección del Trabajo, Gobierno de Chile Consulté juin 30, 2011 (<http://www.dt.gob.cl/1601/w3-article-62874.html>).
- FLACSO. (1987). *Espacio y poder. Los pobladores en el distrito urbano : situación y características*. Santiago du Chili: FLACSO.

- Frías Fernández. (2008). *Los desafíos del sindicalismo en los inicios del siglo XXI*. Buenos Aires: CLACSO.
- Garcés, M. (2002). *Tomando su sitio*. Santiago du Chili: LOM.
- Garcés, M. & Leiva, S. (2005). *El Golpe en La legua. Los caminos de la historia y la memoria*. Santiago du Chili: LOM.
- Garcés, M. & Milos, P. (1988). *FochCtchCut : Las centrales unitarias en la historia del sindicalismo chileno*. Santiago du Chili: ECO Consulté août 29, 2011 ([http://www.memoriachilena.cl/temas/documento\\_detalle.asp?id=MC0023372](http://www.memoriachilena.cl/temas/documento_detalle.asp?id=MC0023372))
- Gutiérrez Crocco, F. (2011). L'élite syndicale chilienne sur la voie de l'atomisation?. *La Chronique Internationale de l'Ires* (132).
- Gutiérrez Crocco, F. (2012). Les 'archipels militants' dans le syndicalisme chilien ou la frontière revisitée entre syndicalisme et politique. Dans I. Sainsaulieu & M. Surdez. *Sens politiques du travail* . Paris: Armand Colin : 275-288.
- Instituto Nacional de la Juventud. (2010). *Sexta encuesta nacional de juventud*. Santiago du Chili: Gobierno de Chile.
- Madrid, S. (2005). ¿Políticos de ayer, apáticos de hoy? Generaciones, juventud y política en Chile. In : C. Fuentes, & A. Villar, *Voto ciudadano. Debate sobre la inscripción electoral* (p. 45-84). Santiago du Chili: FLACSO.
- Mizala, A. & Pilar R. (2001). *La legislación laboral y el mercado del trabajo en Chile : 1975-2000*. Santiago du Chili: Centro de Economía Aplicada, Universidad de Chile.
- Moulian, T. (2002). *Chile actual : anatomía de un mito*. Santiago du Chili: LOM.
- Ricœur, P. (2003). *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*. Paris: Éditions du Seuil.
- Rojas Miño, Irene. (2006). Los desafíos actuales del derecho del trabajo en Chile. *Ius et Praxis* 12 (1).
- Ruz, L. (2008). Los jóvenes y su mirada crítica a la democracia en tiempos de cambio. *Observatorio de juventud*, 5 (18), 13- 20.
- Salazar, G.& Julio Pinto. (1999). *Historia contemporánea de Chile*. Santiago du Chili: LOM.
- Stern, S. (1998). *De la memoria suelta a la memoria emblemática : Hacia el recordar y el olvidar como proceso histórico (Chile, 1973-1998)*. Santiago de Chile: Universidad de Santiago.
- Toro, S. (2008). De lo épico a lo cotidiano : jóvenes y generaciones políticas en Chile. *Revista de ciencia política*, 28 (3), 143- 160.

Ulloa, V. (2003). *El movimiento sindical chileno del siglo XX hasta nuestros días*. Santiago du Chili: OIT / CUT.

Wieviorka, M. (2005). *La violence*. Paris: Hachette littératures.